

REPONSE DE PAUL GIACOBBI  
A LA QUESTION ORALE DEPOSEE  
PAR M. JEAN-BAPTISTE LUCCIONI  
AU NOM DU GROUPE «CORSE SOCIAL-DEMOCRATE»

OBJET : SNCM : Le temps de l'opération vérité.

Monsieur le Conseiller,

Des conclusions accablantes. Et un parfum de scandale d'Etat.

Ainsi en est-il du dossier SNCM, souvent débattu ici dans cet hémicycle, et qui prend, aujourd'hui, une tournure bien inquiétante.

Inquiétante pour la compagnie bien sûr et ses 1400 salariés. Inquiétante pour la desserte de la Corse et l'avenir même de nos transports maritimes. Comment en est-on arrivé là ? Pouvait-on éviter ce que d'aucuns nomment déjà un « gâchis épouvantable ». ?

Les questions affleurent de toutes parts, mêlant l'incompréhension au désarroi. Elles relèguent les élus que nous sommes en simples témoins de stratégies qui se sont certes nouées ailleurs mais qui nous concernent cependant.... Face à un tel paroxysme, à une telle situation d'urgence, nous devons reprendre la main. Le temps de l'opération vérité s'impose désormais.

Elle seule nous permettrait à tout le moins d'anticiper sur des plausibles changements de cap comme de faire montre d'une certaine rationalité.

Le président Giacobbi l'a bien compris d'ailleurs en interpellant au plus haut niveau les pouvoirs publics et en endossant le rôle de rapporteur de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les conditions de privatisation de la SNCM.

Rappelons que cette dernière fut décrétée au forceps en 2006 sous l'ère du gouvernement Villepin. Depuis, rien n'a changé ou presque serions-nous tentés d'affirmer. Mais tout est devenu plus compliqué.

L'Etat a perdu 450 millions d'euros sans rien résoudre des difficultés récurrentes de notre opérateur historique. « L'Etat est en grande partie responsable de la situation (...). Il a attendu passivement que les difficultés de trésorerie deviennent insupportables ; la privatisation n'a même jamais été envisagée autrement que dans la précipitation » indique le rapport.

On pourrait reprendre bien des reproches que contient ce document. Il va des imprévoyances répétées aux erreurs stratégiques en passant par un désastre industriel.

Mais chacun sait bien qu'au-delà de ces dysfonctionnements multiples, des soupçons de connivence, la seule question qui vaille tient en une formule lapidaire : Peut-on en sortir ? Et si oui, comment ?

Voilà l'enjeu majeur auquel nous sommes tous confrontés. Nous héritons d'un dossier bancal, mal ficelé que nous devons tenter de résoudre. Nous sommes dans l'urgence absolue. Notre mission consiste à pérenniser les rotations Corse-Continent et assurer la défense du service public.

A cet égard, ouvrir un espace de dialogue aurait l'insigne mérite de savoir une bonne fois pour toutes les objectifs des uns et la position des autres. Et en incidence la quiétude qu'est en droit d'attendre notre île et au-delà les professionnels du tourisme dans un domaine, dont l'importance n'est pas à démontrer.

Aussi, sans vouloir jouer les Cassandre, ou les augures, je demande au nom de mon groupe, Corse Social-Démocrate, que des démarches dévolues à obtenir des éclaircissements et des précisions soient entreprises.

Et que l'on sache une fois pour toutes si Véolia veut brûler ses vaisseaux ou au contraire si elle veut se maintenir sur la ligne de flottaison....

Je vous remercie